

Pour que ça change!

À l'école Le Mistral, à Mont-Joli, nous avons mis sur pied un projet consistant à conscientiser les jeunes de notre école à deux phénomènes qui affligent notre société, à savoir la pauvreté et la violence dont les effets sont ressentis plus vivement par les femmes et les enfants. Cette approche cadre bien avec la nouvelle conception de la réforme que nous vivons d'ici peu.

Dans un premier temps, nous avons visionné la vidéocassette documentaire intitulée *Des marelles et des petites filles* portant sur la situation des petites filles à travers le monde. Ce déclencheur a apporté de nombreux commentaires de la part des jeunes, autant des filles que des garçons. Certains ont pleuré, d'autres ont été choqués. Chose certaine, aucun jeune du Mistral n'est demeuré indifférent devant cette triste réalité vécue par des jeunes de tous les pays du monde. Le Québec n'y échappe pas avec son taux élevé de violence sexuelle chez les filles mineures.

« Comment peut-on imaginer qu'une fillette de neuf ans se marie ou qu'elle se fasse exciser? » disent nos jeunes. Ils n'en reviennent tout simplement pas de découvrir ces réalités bouleversantes. Le cours suivant, nous avons discuté de chacun des grands thèmes en précisant aussi certaines coutumes propres aux pays étudiés. Qu'on parle de mariage précoce en Inde, d'excision et d'infibulation en Afrique, des jeunes *Restavek* d'Haïti, des coutumes des musulmanes ou du travail des petites filles du Pérou, cela touche nos ados.

« Ils ont du cœur, nos ados, ils sont sensibles et c'est important qu'ils s'ouvrent à certaines réalités de notre planète », disait Christine Lagacé, une enseignante en 1^{re} secondaire.

Leur journal de bord leur a permis de se positionner à l'égard de la violence et de la pauvreté en les amenant à écrire sur leurs sentiments, sur leur indignation même, et à donner certaines pistes de solution en guise d'espoir **pour que ça change!**

Pour que ça change, voilà pourquoi ils ont signé les **cartes d'appui** pour la Marche mondiale des femmes à laquelle participe l'une des enseignantes à l'origine du projet. Les jeunes se demandent ce que fera le gouvernement pour améliorer les lois. Ils se sentent directement concernés, car ils auront à vivre avec les décisions de l'État. En s'impliquant dans un projet semblable, les jeunes sont partie prenante d'un événement historique qui s'inscrira dans les livres d'histoire lus par leurs propres enfants. C'est impressionnant et significatif!

À l'hiver 2001, des intervenantes du CALACS (Centre d'aide aux victimes de violence sexuelle) viendront partager leur savoir avec les jeunes. Ces rencontres sont très attendues. Des discussions sur le partage des tâches domestiques, sur la jalousie dans les relations amoureuses, sur les moyens autres que la violence pour régler les conflits, voilà autant de situations d'apprentissage à réaliser. Or, cela touche directement nos jeunes et leur permet de se positionner et de devenir ainsi de meilleurs citoyens.

Un message d'espoir que ce projet du MISTRAL peut apporter : « Pour que ça change! »



Photo : Marie-Claude Boudreau

Babillard

Coopération et résolution de problèmes

Depuis bientôt dix ans, les écoliers suisses vivent une expérience de coopération des plus stimulantes en résolution de problèmes, le Rallye mathématique transalpin.

Pour la présente année scolaire, avec la collaboration de l'Association des promoteurs de l'avancement de la mathématique à l'élémentaire (APAME), une adaptation québécoise de ce rallye est offerte aux élèves de la 3^e à la 6^e année du primaire. Il s'agit, pour la classe inscrite, de s'organiser pour résoudre dans un temps prescrit tous les problèmes qui lui sont soumis et selon des solutions auxquelles tous les élèves donnent leur adhésion.

Pour l'enseignante ou l'enseignant, c'est la possibilité d'observer ses élèves en activité de résolution de problèmes et de disposer de repères pour évaluer leur production. L'inscription au rallye doit être une décision de classe. Pour plus de renseignements, consultez le site de l'APAME : <http://station05.qc.ca/partenaires/apame>

À l'assaut du désert

Quand un libéral dit quelque chose, les libéraux applaudissent. Quand un péquiste dit quelque chose, les péquistes applaudissent. Si deux enseignantes québécoises participaient à *Survival*, en feriez-vous un article?

Le Rallye des Gazelles n'est-il pas une manifestation du Nord qui va s'amuser et polluer avec un gros *bazou* le Sud exotique?

Roland Lemieux

Une société sans violence

J'ai lu et apprécié l'article de Jean-Claude Tardif, « Offrons-nous un monde sans violence » dans la revue *Nouvelles CSQ*.

Toutefois, je voudrais noter cette dissonance, enregistrer ma légère dissidence : la violence contre les hommes est ignorée; la femme perpétrice de violence aussi. J'ai souvent lu que la mère est plus violente que les pères envers les enfants. La violence conjugale est partagée. J'ai une amie qui a subi du harcèlement moral de la part de sa patronne. Il y a beaucoup de violence de lesbienne à lesbienne qui est occultée.

Je veux être clair : éliminons toute violence envers qui que ce soit. Abolissons également le droit des gouvernements d'obliger qui que ce soit à tuer (par la conscription).

Claude Saint-Jarre

Lettre envoyée à
M. François Legault, ministre de l'Éducation
le 7 novembre 2000

Monsieur le Ministre,

Depuis la fusion de cinq commissions scolaires en une seule sur l'île de Laval, les écoles vivent un problème majeur de répartition budgétaire, de répartition des coupures, devrions-nous dire.

En effet, alors qu'à Montréal les quartiers défavorisés sont reconnus comme des zones à risque et qu'on leur alloue des budgets en conséquence, à Laval, nous vivons une négation systématique des réalités socio-économiques au sud de l'île. Ces réalités sont celles de la pauvreté extrême de toute une population d'allophones récemment immigrés et des problèmes urbains identiques à ceux de Montréal.

À l'école Sainte-Marguerite, située à Laval-des-Rapides, l'indice de défavorisation est parmi les plus élevés de la commission scolaire. Nous nous retrouvons avec des services professionnels coupés en psychologie, en orthophonie et en orthopédagogie : deux orthopédagogues en 1999-2000, une orthopédagogue en 2000-2001. Voici la liste des besoins actuels en orthopédagogie de notre école :

1. 14 élèves ont plus d'un an de retard ou ont un trouble spécifique d'apprentissage (code 02);
2. 30 élèves sont à risque ou/et ont échoué dans au moins une matière;
3. 12 élèves du préscolaire ont des troubles spécifiques ou ont besoin d'un sérieux coup de pouce de départ;
4. 14 élèves doublent et auraient besoin d'aide pour rentabiliser leur reprise d'année.

De plus, 37 élèves en difficultés graves d'apprentissage sont en classes fermées et plusieurs d'entre eux auraient besoin d'un service supplémentaire en orthopédagogie. Or, un orthopédagogue qui travaille en « dénombrement flottant » doit suivre 27 dossiers au maximum. Monsieur le Ministre, qu'arrivera-t-il des enfants en difficulté? Sont-ils exclus de votre plan de réussite scolaire?

Par la présente, nous voulons que vous nous fassiez connaître, dans les plus brefs délais, des solutions concrètes pour assurer à tous la réussite scolaire. Nous exigeons pour l'année scolaire 2000-2001 que soit établi le service d'un deuxième orthopédagogue.

Non, Monsieur le Ministre! les budgets de la réussite éducative ne doivent pas servir à combler les déficits des services de base, mais plutôt à enrichir les projets spéciaux des écoles.

Il ne suffit pas, Monsieur le Ministre, de **promettre** la réussite scolaire, il faut surtout la **permettre**.

Antoun Kafri

Président du Conseil d'école

Benoit Dutrizac

Mandataire du Conseil d'établissement